Les entreprises chinoises à Singapour

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Banques et entreprises d'État

Les premières entreprises chinoises du Singapour moderne étaient des banques et des sociétés commerciales d'État. La Bank of China, présente depuis 1936, a été rejointe par l'Industrial and Commercial Bank of China, la China Construction Bank et d'autres établissements de Chine continentale, qui servent les entreprises chinoises de la région et financent le commerce des matières premières et des produits manufacturés. Les entreprises d'État chinoises ont également utilisé Singapour comme base de négoce et de trésorerie. Certaines ont fait coter leurs filiales au Singapore Exchange (SGX).

La plus tristement célèbre de ces cotations fut celle de China Aviation Oil, filiale du fournisseur public de carburant aviation, cotée à Singapour depuis décembre 2001. En 2004, la société annonça des pertes de 550 millions de dollars US sur des dérivés pétroliers, dans ce qui fut décrit comme le plus grand scandale financier à Singapour depuis l'effondrement de Barings en 1995. Son directeur général, Chen Jiulin, plaida coupable de chefs d'accusation comprenant notamment un délit d'initié et la présentation de faux états financiers, tandis que BP, Temasek et la société mère

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

chinoise recapitalisaient l'entreprise pour éviter sa liquidation.[1] L'affaire a appris aux régulateurs singapouriens qu'une entreprise d'État chinoise cotée pouvait combiner la gouvernance d'une société singapourienne avec une gestion des risques et des lignes hiérarchiques remontant à Pékin. Le chapitre II de la partie D, consacré à Barings et à la discipline des marchés, en fournit le contexte.

Au cours de la décennie suivante, une vague de sociétés privées chinoises s'est fait coter au Singapore Exchange sous l'étiquette informelle de « S-chips ». Après qu'une série de scandales comptables eut terni leur réputation, beaucoup ont été radiées de la cote ou suspendues. L'expérience a rendu le marché singapourien méfiant envers les cotations dont les actifs, les registres et la direction se trouvent en Chine, et donc hors de portée pratique des enquêteurs singapouriens.

Des capitaux publics en sens inverse

Les investisseurs publics singapouriens ont été parmi les premiers investisseurs étrangers dans les banques chinoises. En 2005, Temasek a acquis une participation de 10 pour cent dans la Bank of China pour 3,1 milliards de dollars US, ainsi que 500 millions de dollars US supplémentaires lors de son introduction en bourse. La même année, elle a investi plus de 1 milliard de dollars US dans la China Construction Bank, avant de céder une grande partie de ces participations en 2011 et 2012.[2] La Chine est depuis devenue l'une des principales composantes du portefeuille de Temasek. Au 31 mars 2024, son exposition sous-jacente à la Chine s'élevait à 19 pour cent. Le chapitre I de la partie D retrace la hausse ultérieure.[3] Les flux entre les deux économies circulent donc dans les deux sens, l'État singapourien investissant en Chine et les capitaux privés chinois se déplaçant vers Singapour.

Les entreprises technologiques et le « Singapore washing »

À partir de 2020 environ, un nouveau type d'entreprise chinoise est arrivé à Singapour. Des sociétés technologiques et de biens de consommation devenues grandes en Chine cherchaient une base pour se développer à l'international et, de plus en plus, pour prendre leurs distances avec les tensions entre Pékin et

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Washington. Le détaillant de mode en ligne Shein, fondé à Nankin en octobre 2008, a transféré son siège à Singapour en 2022 tout en conservant sa chaîne d'approvisionnement en Chine. Sa tentative ultérieure d'introduction en bourse à Londres a calé en 2025, en partie parce qu'il n'a pas obtenu l'approbation de la China Securities Regulatory Commission (CSRC, l'autorité chinoise de surveillance des marchés financiers). La société a finalement fait ses débuts boursiers à Hong Kong fin août 2026.[4] L'épisode illustre un point fondamental. Un siège à Singapour ne soustrait pas une entreprise à l'emprise des régulateurs chinois, qui continuent de contrôler la cotation à l'étranger des sociétés ayant des activités en Chine continentale.

TikTok, la plateforme vidéo de ByteDance, a également installé sa direction internationale à Singapour. Son directeur général singapourien, Chew Shou Zi, a été interrogé par le Congrès des États-Unis en 2024. Reuters rapportait en décembre 2025 que des analystes avaient commencé à parler de « Singapore washing », désignant ainsi la pratique consistant à domicilier des entreprises chinoises à Singapour pour réduire leur exposition aux tensions sino-américaines. L'agence relevait aussi qu'il n'existe aucun décompte officiel des entreprises chinoises domiciliées à Singapour. Un prestataire de services aux entreprises cité dans l'article chiffrait la hausse des demandes émanant d'entreprises chinoises à 15 à 20 pour cent sur un an.[5]

Le même article évoquait une société de centres de données basée à Singapour, visée par une enquête aux États-Unis pour un détournement présumé de puces d'intelligence artificielle Nvidia. Le cas montre que la relocalisation fait entrer les entreprises chinoises dans l'ordre juridique singapourien sans les soustraire à la surveillance américaine.[6] Le chapitre IV de la partie H examine la dimension du contrôle des exportations.

L'envolée des investissements en 2025

Les statistiques officielles d'investissement confirment la tendance. L'Economic Development Board (EDB, l'agence singapourienne de développement économique) a annoncé pour 2025 des engagements d'investissement en immobilisations de 14,2

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

milliards de S$ et des engagements de dépenses d'exploitation totales de 8,9 milliards de S$.[7] Selon les comptes rendus de presse de ces mêmes résultats, les entreprises chinoises ont engagé 2,9 milliards de S$ en investissements en immobilisations, ce qui a porté leur part du total de 2,5 pour cent en 2024 à 20,6 pour cent. Pour la première fois, cette part dépassait celle des entreprises américaines, de 17,3 pour cent. Les entreprises chinoises représentaient aussi environ la moitié du total des engagements de dépenses d'exploitation.[8]

Pour la place financière, ces entreprises comptent de trois manières. Elles ont besoin de services de trésorerie, de gestion de liquidités et de financement du commerce pour leurs activités régionales. Leurs fondateurs et cadres dirigeants deviennent souvent des clients de la banque privée et des family offices. Leur présence attire en outre des cabinets d'avocats, des experts-comptables et des prestataires de services chinois, qui à leur tour facilitent l'installation de la vague suivante d'entreprises. Les compétences en mandarin de la main-d'œuvre singapourienne, qu'examine le chapitre II de la partie J, constituent un élément important de cet attrait.

Notes

1. Wikipedia, « China Aviation Oil » (consulté en novembre 2026) : cotée au Singapore Exchange depuis décembre 2001 ; pertes de 550 millions de dollars US en 2004 ; « the largest financial scandal to rock Singapore since the collapse of Barings Bank in 1995 » ; Chen Jiulin a plaidé coupable de chefs d'accusation comprenant notamment un délit d'initié et la présentation de faux états financiers (New York Times, 15 mars 2006) ; investissement de sauvetage de BP, Temasek Holdings et CAOH. ↩
2. Wikipedia, « Temasek Holdings » (consulté en novembre 2026) : acquisition d'une participation de 10 pour cent dans la Bank of China pour 3,1 milliards de dollars US en 2005, plus 500 millions de dollars US lors de son introduction en bourse ; investissement de plus de 1 milliard de dollars US dans la China Construction Bank en 2005 ; importantes cessions en 2011 et 2012 ; participations dans ICBC, JD.com, Baidu, Didi Global et Kuaishou. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. Temasek, *Temasek Review 2024*, « Performance and Portfolio » (tr24.temasekreview.com.sg) : exposition sous-jacente à la Chine de 19 pour cent au 31 mars 2024 ; Wikipedia, « Temasek Holdings » (consulté en novembre 2026), indique 26 pour cent au 31 mars 2026. ↩

4. Wikipedia, « Shein » (consulté en novembre 2026) : fondé à Nankin en octobre 2008 sous le nom de ZZKKO ; siège transféré de Chine à Singapour début 2022 « for regulatory, international expansion, and financial reasons », les chaînes d'approvisionnement et les entrepôts restant en Chine ; dépôt du dossier d'introduction en bourse à Londres en juin 2024 ; projet signalé comme bloqué en mai 2025 (Bloomberg, invoquant les droits de douane américains) ; Shein « failed to secure the approval of the China Securities Regulatory Commission to list in London » ; introduction en bourse à Hong Kong d'un montant pouvant atteindre 13,86 milliards de HK$ lancée en août 2026, débuts rapportés par la BBC le 31 août 2026. ↩

5. Reuters, « As global scrutiny grows, Chinese firms look to call Singapore home », 19 décembre 2025 (reproduit sur itiger.com) : « Singapore washing », terme employé par certains analystes ; absence de données officielles sur le nombre d'entreprises chinoises domiciliées à Singapour ; demandes d'entreprises chinoises en hausse d'environ 15–20 pour cent sur un an selon le directeur général d'InCorp Group ; Chew Shou Zi interrogé lors d'une audition au Congrès américain en 2024 ; Shein et Megaspeed cités en exemple ; surveillance américaine croissante des entreprises chinoises à Singapour. ↩

6. Reuters, 19 décembre 2025 (note ci-dessus) : Megaspeed, société de centres de données basée à Singapour, visée par une enquête américaine pour le détournement présumé de puces d'IA Nvidia ; la relocalisation « does not guarantee » d'échapper aux pressions politiques ou réglementaires. ↩

7. Singapore Economic Development Board, communiqué de presse, « EDB continued to secure high value investment commitments in 2025 amidst a volatile global operating environment », 9 février 2026, par. 3 et 5 : FAI de 14,2 milliards de S$, TBE de 8,9 milliards de S$. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

8. « China's fixed asset investment in Singapore jumps more than eightfold », *Caixin Global*, 10 février 2026 : engagements chinois d'investissement en immobilisations de 2,9 milliards de S$ (environ 2,3 milliards de dollars US) en 2025 ; part de la Chine de 20,6 pour cent, « exceeding the U.S. for the first time », contre 2,5 pour cent en 2024 ; part des États-Unis de 17,3 pour cent ; dépenses d'exploitation des entreprises chinoises de 5,1 milliards de S$, « roughly half » du total. « Singapore Investment Commitments Rise in 2025 as China's Share Soars », *China Global South*, 9 février 2026 : Chine 50,7 pour cent des dépenses d'exploitation. Les deux comptes rendus divergent sur les dépenses d'exploitation chinoises (5,1 milliards de S$ représenteraient environ 57 pour cent de 8,9 milliards de S$, et 50,7 pour cent environ 4,5 milliards de S$) ; *China Global South* indiquait aussi un total des engagements en immobilisations de 11,2 milliards de S$, ce qui contredit les 14,2 milliards de S$ de l'EDB, alors que 2,9 milliards de S$ concordent avec une part de 20,6 pour cent de 14,2 milliards de S$. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.